

When referring to the manner in which the Company had acquired possession and control of the Territory, and the revolt of the American Provinces in 1775, the interruption increased.

Hon. Mr. Howe appealed to the hon. member not to proceed, many members were evidently not in a disposition to hear the hon. member. The Government were anxious to hear his arguments, but they could not under the present circumstances.

Mr. Mills said he was sorry to see two things, first, that the Government had lost control of the House, and, secondly, that the policy of the Government on the North-West question had not been submitted to the House at a period of the session when it would have been in a condition to fully consider it with that fullness which the House designed. The reason for the motion coming forward at the present time was that one private day was taken by Government, and private members had not been able to reach their motions on the notice paper at an earlier period. It was only now he had had an opportunity of bringing up this question, and he thought it better that the House should give attention to this question than that it should be deferred to another and later period. He wished to see the federal system honestly and fairly carried out. He held that in order that the federal system might be fairly carried out in the North-West, it was necessary they should set forth some terms and conditions on which that Territory should be transferred. The people of that Territory should have had security, that when they got a certain amount of population they should have conferred on them the same powers of self-government as those shared by other Provinces in the Confederation. The Government were still in the wrong, and this House was still in the wrong, because neither of them had done what the theory of their system required, because they had not given the people of Red River any security whatever, or laid down any proposition to induce them to believe that in future they would stand on an equal footing with the other Provinces of the Dominion. In the case of those people, the spirit of the Union Act had not been carried out. The expressions used to other Provinces, not yet in the Union, were the same as those used towards the North-West Territory, except that in the other cases they were promised the full rights conferred on those Provinces which were already in the Union. He thought that the inhabitants of the North-West Territory should have some self-governing powers conferred on them. He had no fear of the North-West people becoming Americanized, for their experience in Canada

lorsqu'il fait allusion à la manière avec laquelle la Compagnie s'est portée acquéreur et maître du Territoire, et lorsqu'il parle de la révolte des provinces américaines en 1775.

L'honorable M. Howe prie l'honorable député de ne pas continuer, puisque plusieurs députés ne veulent même pas l'entendre. Le Gouvernement désire vivement entendre ses arguments, mais est dans l'impossibilité de le faire dans les circonstances.

M. Mills dit qu'il regrette de constater deux choses, d'abord que le Gouvernement ait perdu le contrôle de la Chambre, ensuite que la politique du Gouvernement relativement à la question du Nord-Ouest n'ait pas été soumise à la Chambre à une période de la session où l'on aurait pu lui accorder toute l'attention voulue comme la Chambre a l'habitude de le faire. Si la motion est présentée à ce moment-ci, c'est qu'une séance réservée avait été prise par le Gouvernement et que les députés avaient alors été dans l'impossibilité de déposer leurs résolutions au Feuilleton à une date antérieure. Ce n'est qu'aujourd'hui, qu'il lui est donné d'aborder la question et il croit qu'il serait souhaitable qu'elle retienne l'attention de la Chambre dès maintenant, plutôt que d'être renvoyée à une période ultérieure. Il voudrait voir les dispositions du régime fédéral exécutées honnêtement et équitablement. Il soutient que pour ce faire, il est nécessaire qu'on définisse les termes et les conditions selon lesquelles le Territoire sera cédé. Les habitants de ce Territoire auraient dû recevoir l'assurance que, lorsque leur population serait assez nombreuse, les mêmes pouvoirs d'autonomie que ceux dont jouissent les autres provinces de la Confédération leur seraient conférés. Le Gouvernement avait eu tort et la Chambre avait tort puisque ni l'un ni l'autre n'avaient accompli ce que leur régime exigeait en théorie, parce qu'ils n'avaient donné aucune assurance de sécurité quelconque aux habitants de la Rivière Rouge, ni déposé aucun projet qui pourrait leur laisser croire qu'à l'avenir, ils seraient sur le même pied d'égalité que les autres provinces de la Puissance. Dans le cas de ces habitants, l'esprit de l'Union n'avait pas été respecté. Les propositions faites aux autres provinces non encore membres de l'Union sont les mêmes que celles que l'on a faites au Territoire du Nord-Ouest, sauf qu'aux premières, on a promis tous les droits accordés aux autres provinces faisant déjà partie de l'Union. Selon lui, les habitants du Territoire devraient se voir conférer certains pouvoirs de gouvernement responsable. Il ne craint nullement l'américanisation des habitants du Territoire du Nord-Ouest, parce qu'au Canada, on sait par expérience que, lorsque des